

COUR SUPÉRIEURE

(Action collective)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000827-168

DATE : 30 janvier 2018

SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE PIERRE-C. GAGNON, j.c.s.

DOMENIC CORICA

Demandeur

c.

FORD MOTOR COMPANY OF CANADA, LIMITED

et

FORD MOTOR COMPANY

Défenderesses

et

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

Mis en cause

**JUGEMENT SUR LA DEMANDE D'AUTORISER L'EXERCICE D'UNE ACTION
COLLECTIVE ET SUR LA DEMANDE D'APPROUVER UNE TRANSACTION**

[1] **ATTENDU QUE** les parties sont impliquées dans un litige de la nature d'une action collective;

[2] **ATTENDU QUE** le demandeur et les défenderesses ont conclu une entente de règlement le 17 août 2017 (l'« Entente de règlement »)¹;

¹ L'utilisation d'une majuscule au début d'une locution indique généralement une référence aux Définitions (section 1 de l'Entente de règlement).

[3] **ATTENDU QUE** le demandeur demande au tribunal :

- a) d'autoriser l'exercice de l'action collective contre les défenderesses pour fins de règlement seulement;
- b) d'approuver l'Entente de règlement;
- c) de lui octroyer, pour les fins de l'Entente de règlement seulement, le statut de représentant des membres du groupe du Québec;
- d) d'approuver les avis aux membres qui seront diffusés après l'approbation de l'Entente de règlement;

[4] **CONSIDÉRANT** le jugement rendu le 29 août 2017 par lequel le Tribunal a approuvé le contenu des avis aux membres préalables à l'approbation de l'Entente de règlement et a ordonné leur publication;

[5] **CONSIDÉRANT** que les avis aux membres annonçant l'audience du 19 janvier 2018 ont été publiés en temps opportun, en français et en anglais;

[6] **CONSIDÉRANT** l'expiration de l'échéance fixée pour s'opposer à l'Entente de règlement, sans qu'il n'y ait eu d'objection écrite à l'encontre de l'Entente de règlement;

[7] **CONSIDÉRANT** les articles 575 et 590 du *Code de procédure civile* (« C.p.c. »);

[8] **CONSIDÉRANT** les représentations des avocats durant l'audience du 19 janvier 2018;

[9] **CONSIDÉRANT** que telle audience s'est tenue en application du *Protocole judiciaire canadien de gestion de recours collectifs multijurisdictionnels*², simultanément avec celle tenue en Cour supérieure de justice de l'Ontario dans le dossier parallèle³ (« le Dossier ontarien »);

[10] **CONSIDÉRANT** que le demandeur démontre que sa demande satisfait aux critères de l'article 575 C.p.c. et que le Tribunal est justifié d'autoriser l'action collective, pour fins d'approuver ensuite l'Entente de règlement;

[11] **CONSIDÉRANT** que les parties démontrent que l'Entente de règlement est juste et équitable et qu'elle répond aux meilleurs intérêts des membres du groupe québécois⁴;

[12] **CONSIDÉRANT** que l'article 593 C.p.c. permet au Tribunal d'accorder au représentant des membres (en l'occurrence, le demandeur), une indemnité pour le paiement de ses débours;

² *Règlement de la Cour supérieure du Québec en matière civile*, RLRQ c. C-25.01, r. 0.2.1, art. 62.

³ Dossier n° CV-15-22778, Windsor (ON).

⁴ *Bouchard c. Abitibi Consolidated Inc.*, J.E. 2004-1503 (C.S.).

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

[13] **ACCUEILLE** les demandes;

[14] **DÉCLARE** qu'aux fins du présent jugement, et sauf dans la mesure où elles sont modifiées par le présent jugement, les définitions contenues dans l'Entente de règlement, jointe en **Annexe A** au présent jugement, s'appliquent et sont incorporées au présent jugement;

[15] **ORDONNE** que la présente action soit autorisée à titre d'action collective aux fins de règlement seulement et **DÉFINIT** comme suit le Groupe québécois visé par le règlement :

All persons who reside in Quebec who purchased and/or leased one or more Ford Explorers, Model Years 2011-2015;

[16] **ATTRIBUE** au demandeur Domenic Corica, pour les fins d'approbation de l'Entente de règlement, le statut de représentant des membres du Groupe québécois visé par le règlement;

[17] **IDENTIFIE**, pour les seules fins de l'Entente de règlement, et pour avoir effet au Québec, la question commune aux membres du Groupe québécois visé par le règlement, comme étant la suivante :

Did the Class Vehicles, or any of them, contain a defect which caused exhaust odour to enter the passenger compartment and did National Settlement Class Members suffer damages as a result of any such defect?

[18] **DÉCLARE** que le Règlement tel que décrit à l'Entente de règlement est équitable, raisonnable et dans l'intérêt des membres du Groupe québécois visé par le règlement, et constitue une transaction au sens de l'article 2631 du *Code civil du Québec*;

[19] **APPROUVE** l'Entente de règlement conformément à l'article 590 C.p.c.;

[20] **DÉCLARE** que le présent jugement sera exécutoire seulement si et quand l'Entente de règlement sera approuvée par la Cour supérieure de justice de l'Ontario dans le Dossier ontarien⁵ et **DÉCRÈTE** que si un tel jugement n'est pas rendu en Ontario, le présent jugement sera nul et sans effet;

[21] **ORDONNE** que l'Entente de règlement soit mise en œuvre en conformité avec ses termes;

[22] **DÉCLARE** que l'Entente de règlement dans son entièreté (incluant ses préambules, dispositions préliminaires et définitions) est valide, fait partie intégrante du

⁵ Précité, note 3.

présent jugement et lie le demandeur, les défenderesses et chaque membre du Groupe québécois visé par le règlement; étant précisé que la version anglaise est officielle et que la version française est une traduction non-officielle;

[23] **APPROUVE** substantiellement la forme et le contenu des Avis d'approbation, joints en **Annexe B** (avis en version abrégée) et en **Annexe C** (avis en version complète);

[24] **ORDONNE** que les Avis d'approbation soient diffusés par l'Administrateur du règlement de la façon décrite au plan de diffusion des Avis d'approbation, lequel plan est joint au présent jugement en **Annexe D**;

[25] **ORDONNE** que la publication dans les journaux de l'Avis d'approbation en version abrégée, tel que décrit à l'**Annexe D** ci-jointe, ait lieu le 17 février 2018 (pour les journaux ayant une édition du samedi) ou la date suivante disponible pour publication (pour les journaux qui n'ont pas d'édition du samedi);

[26] **ORDONNE** que la transmission, par courriel et par la poste, de l'Avis d'approbation en version abrégée, du Formulaire de réclamation et du formulaire d'exclusion, tels que décrits à l'**Annexe D** ci-jointe, ait lieu le ou avant le 16 février 2018;

[27] **DÉCLARE** que l'Avis d'approbation et le plan de diffusion constituent un avis juste et raisonnable aux membres du Groupe québécois visé par le règlement, en ce qu'ils informent les membres du Groupe de leur droit de s'exclure de l'Entente de règlement ainsi que des procédures par lesquelles les membres du Groupe peuvent faire une réclamation pour obtenir une indemnité en vertu de l'Entente de règlement;

[28] **DÉCRÈTE** que toute personne qui désire s'exclure de l'Entente de règlement doit le faire en soumettant à l'Administrateur du règlement un formulaire d'exclusion, de même que l'information requise par le formulaire d'exclusion, le ou avant le 6 avril 2018, le cachet de la poste faisant foi (« Date limite d'exclusion »);

[29] **DÉCRÈTE** que toute personne s'étant valablement exclue de l'Entente de règlement conformément au paragraphe 28 du présent jugement, n'est pas liée par l'Entente de règlement et ne pourra dorénavant plus participer ou avoir l'occasion dans l'avenir de participer à l'Entente de règlement;

[30] **DÉCRÈTE** que toute personne qui est un membre du Groupe québécois visé par le règlement et qui ne s'exclut pas valablement de l'Entente de règlement conformément au paragraphe 28 du présent jugement avant ou à la Date limite d'exclusion, sera liée par l'Entente de règlement, incluant les quittances y contenues, et ne pourra plus s'exclure de l'Entente de règlement dans l'avenir, que cette personne soumette ou non une réclamation pour obtenir une indemnité;

[31] **APPROUVE** substantiellement la forme et le contenu du Formulaire de réclamation, joint en **Annexe E**;

[32] **APPROUVE** substantiellement la forme et le contenu du formulaire d'exclusion, joint en **Annexe F**;

[33] **APPROUVE** la quittance des réclamations quittancées, conformément à la section 5 de l'Entente de règlement et **DÉCRÈTE** que les réclamations quittancées de tous les membres du Groupe québécois visé par le règlement, connues ou inconnues, suspectées ou insoupçonnées, qu'ils avaient, qu'ils ont présentement ou, en l'absence de l'Entente de règlement, qu'ils auraient pu avoir dans le futur contre les parties quittancées sont, par la présente, quittancées et éteintes;

[34] **DÉSIGNE** la firme RicePoint Administration Inc., à titre d'Administrateur du règlement, pour administrer le Règlement en conformité avec l'Entente de règlement;

[35] **ORDONNE** que l'Administrateur du règlement transmette aux avocats du Groupe, qui devront le soumettre au tribunal, un rapport de clôture de l'administration du processus de réclamation faisant état de toutes les sommes d'argent administrées dans le cadre de l'Entente de règlement, et détaillant toutes les sommes d'argent qu'il propose de distribuer aux Réclamants admissibles;

[36] **DÉCRÈTE** que s'il est mis fin à l'Entente de règlement conformément à ses termes, alors, sans restreindre l'application des dispositions de l'Entente de règlement :

- a) ce jugement ne produira plus aucun effet en raison de la réalisation d'une condition résolutoire;
- b) toutes les négociations, déclarations et procédures relatives à l'Entente de règlement devront être considérées comme étant survenues sous réserve des droits des parties, de sorte que les parties seront remises dans les positions respectives dans lesquelles elles étaient immédiatement avant que l'Entente de règlement ne soit conclue;

[37] **DÉCLARE**, sous réserve de ce qui précède, qu'à compter de la date d'entrée en vigueur, par le présent jugement, le recours du Québec est réglé hors cour contre les défenderesses et qu'il est mis fin au recours, sans frais de justice ni préjudice;

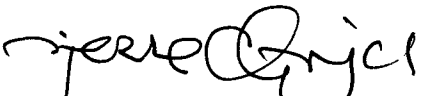
[38] **DÉCLARE** que les parties peuvent par entente écrite, et sans avis additionnel au Groupe québécois visé par le règlement ou ordonnance du tribunal, modifier ou élargir les termes et conditions de l'Entente de règlement, à condition que ces changements soient conformes au présent jugement et ne limitent pas les droits des membres du Groupe québécois visé par le règlement en vertu de l'Entente de règlement;

[39] **ORDONNE** le paiement par les défenderesses d'une indemnité de 5 000 \$ au demandeur Domenic Corica;

[40] **DONNE ACTE** de l'engagement des parties d'effectuer les prélèvements requis en vertu de la *Loi sur le Fonds d'aide aux actions collectives*;

[41] **DÉCLARE** qu'en ce qui concerne les membres du Groupe québécois visé par le règlement, l'Entente de règlement et le présent jugement ne portent que sur le préjudice matériel et le préjudice moral, de sorte que le droit commun continue de régir les réclamations pour préjudice corporel;

[42] **LE TOUT** sans frais de justice.



PIERRE-C. GAGNON, j.c.s.

Me Samy Elnemr
SISKINDS, DESMEULES, AVOCATS
Avocats du demandeur

Me Robert Torralbo
Me Simon Jun Seida
BLAKE, CASSELS & GRAYDON
Avocats des défenderesses

Me Frikia Belogbi
FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
Avocate pour le mis en cause

Annexe A : Entente de règlement (version officielle en anglais et version non-officielle en français)

Annexe B : Avis en version abrégée

Annexe C : Avis en version complète

Annexe D : Plan de diffusion

Annexe E : Formulaire de réclamation

Annexe F : Formulaire d'exclusion

Date d'audience : le 19 janvier 2018